

page 431 lectures



### THE COLD WAR: A NEW HISTORY

John Lewis Gaddis

New York, Allen Lane, 2005, 352 pages

L'ouvrage de John L. Gaddis se veut explicitement pédagogique : il s'agit d'enseigner les données essentielles de la guerre froide à un public étudiant, pour lequel c'est désormais de l'histoire ancienne. Il en ressort un livre très vivant, parfaitement à jour des dernières découvertes glanées dans les archives, allant à l'essentiel, qui appuie systématiquement sa démonstration sur des citations topiques des principaux acteurs et remplit la mission que s'était fixée son auteur. Deux questions essentielles structurent l'ouvrage : comment l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) a-t-elle pu poser un tel problème ? Et comment le monde a-t-il pu s'en sortir sans drame majeur ? Le récit est organisé selon un plan thématique, qui permet de poser toutes les questions importantes et d'échapper aux détails chronologiques superflus. Du point de vue de la méthode, l'ouvrage suit le processus de décision des principaux acteurs, intégrant la diplomatie, les questions idéologiques et stratégiques, le renseignement et, dans une moindre mesure, les mouvements profonds des opinions publiques. Il pose aussi très clairement l'opposition fondamentale entre deux systèmes, celui du « commandement » et celui de la « spontanéité ».

La politique de Staline, et ses responsabilités écrasantes dans le déclenchement de la guerre froide, apparaissent en pleine lumière. Certes les intérêts géopolitiques de l'URSS sont pour lui prioritaires, mais on voit bien que sa vision du monde reste parfaitement idéologique ; c'est elle qui l'amène à croire que les États-Unis et la Grande-Bretagne rompront inmanquablement jusqu'à se faire la guerre, et que cela permettra à Moscou de l'emporter dans le conflit Est-Ouest, notamment en mettant la main sur la grande Allemagne (ainsi l'auteur ne partage nullement l'idée, actuellement fort répandue, selon laquelle Staline ne souhaitait pas contrôler l'ensemble de l'Allemagne). On retrouve le même équilibre entre intérêt géopolitique et vision idéologique (le *trademark* du stalinisme !) dans l'excellent traitement de la question de la bombe atomique vue par Staline et des rapports entre Staline et Mao Tsé-Tung, où, là aussi, J. L. Gaddis nous épargne les calembredaines, encore trop fréquentes, selon lesquelles les deux hommes n'auraient pas été fondamentalement d'accord.

Face à Staline, Gaddis campe un superbe Harry Truman qui renverse le cours des choses, décide de résister (malgré les illusions initiales de Washington et de Londres sur la possibilité de collaborer avec l'URSS après la guerre), découvre sur le tas la logique fondamentalement politique des armes nucléaires, sait limiter la guerre de Corée, répond par le *containment* et par le plan Marshall à la menace soviétique en Europe et trouve la bonne parade au blocus de Berlin en 1948 : face à une logique totalitaire

et à la menace d'une guerre totale, il parvient à maintenir une logique clausewitzienne, et donc le primat du politique. Bien décrit également, le général Eisenhower est présenté comme celui qui, après des hésitations initiales, range résolument les armes nucléaires dans la catégorie de la dissuasion et non de l'emploi, et qui, en cela, ne laisse à John Fitzgerald Kennedy qu'un seul plan nucléaire, prévoir une frappe unique et totale : autant dire la dissuasion absolue.

Très belle description également de Nikita Khrouchtchev et de son romantisme révolutionnaire qui le conduit jusqu'à la crise de Cuba, la plus dangereuse, mais qui permet ensuite la stabilisation de la guerre froide autour du couple destruction mutuelle assurée (Mutual Assured Destruction, MAD) – négociations stratégiques (Strategic Arms Limitation Talks, SALT). Cet équilibre bipolaire, contrairement à une idée reçue, ne se traduit pas par un condominium soviéto-américain mais ouvre un espace de liberté à des alliés incontrôlables (comme les deux Corée, la Chine en 1958, le Vietnam). Beaucoup moins convaincants en revanche sont les deux parallèles que trace l'auteur entre Konrad Adenauer et Walter Ulbricht (Adenauer n'est pas un simple « client » des États-Unis) et entre le général de Gaulle et Mao, présentés, en fait, comme de simples empêcheurs de tourner en rond. En effet, l'auteur n'analyse pas vraiment le problème allemand (c'est une faille du livre) ni ne décrit sérieusement les motivations et les objectifs du général de Gaulle – y compris en ce qui concerne la guerre froide –, que l'on peut approuver ou non mais qui sont aussi, malgré tout, la conséquence d'une certaine pratique du leadership américain, dans le cadre de l'Alliance atlantique, surtout à partir de Kennedy – pratique que l'auteur ne questionne guère. D'une façon générale, les points de vue des Européens occidentaux sont largement absents de l'ouvrage. On sent malgré tout poindre souvent une vision universitaire libérale, qui sous-estime, par exemple, les effets négatifs, à long terme, de la crise de 1968 sur des pays comme la France et l'Allemagne, ainsi que la pénétration en profondeur en Europe occidentale de thèmes marxistes et de l'antiaméricanisme. L'idée selon laquelle l'année 1968 aurait eu la même signification en Europe orientale qu'en Europe occidentale, et pour laquelle encore la politique de détente menée ensuite par Richard Nixon, Henry Kissinger et Léonid Brejnev (même si celle-ci est fort bien décrite) aurait reposé sur une volonté conjointe de contenir les jeunesse rebelles de part et d'autre du rideau de fer (p. 154), paraît vraiment *far-fetched* !

En revanche, on souscrita tout à fait aux propos de l'auteur lorsqu'il fait se correspondre la politique de Nixon et Kissinger, certes fort intelligente, et l'intériorisation profonde d'une coupure du monde en deux, que l'on ne souhaitait plus dépasser mais simplement gérer. Selon lui, il faudra attendre la génération de ceux qu'il nomme de façon spirituelle les « acteurs » (Jean-Paul II, Ronald Reagan, Vaclav Havel, Lech Walesa)

pour reposer les questions essentielles sur la nature du régime soviétique, et réaffirmer le concept de liberté. L'auteur présente de façon cohérente et positive l'action de Reagan, expliquant la signification des expressions clés de « l'Empire du Mal » et de la guerre des étoiles, et rend justice à Margaret Thatcher. Simplement, ce redressement doit beaucoup plus, à l'Ouest, à un retour aux valeurs libérales classiques et à l'Est, à la fin des illusions que conservaient bien des membres de l'intelligentsia, jusqu'en 1968, sur la possibilité de réformer le communisme, ainsi qu'à l'action de Jean-Paul II plutôt qu'aux retombées du mouvement étudiant de 1968, contrairement à ce que semble penser Gaddis.

La fin de la guerre froide est très clairement exposée ; peut-être sous-estime-t-on le fait que, jusqu'à la fin de 1989, et même en 1990, Gorbatchev a quand même mené un combat d'arrière-garde pour sauver certaines positions soviétiques et pour tenter de diviser Européens et Américains. Pour le décrire, il aurait fallu parler beaucoup plus de la problématique de la « sécurité en Europe », thème qui a été un instrument essentiel de la politique soviétique dès le milieu des années 1950. Néanmoins George Bush père paraît avoir joué, avec son excellente équipe, un rôle moins falot que ne le laisse entendre l'auteur dans le processus de sortie de la guerre froide. On a en effet remarqué que, si Reagan avait une vision de dépassement de la guerre froide, et une stratégie assez claire pour la gagner, il n'avait pas de conception bien nette sur la façon d'y mettre fin concrètement le moment venu. Son successeur a dû gérer, et fort bien, la sortie de cette crise. Qu'il n'ait pas souhaité accélérer la fin de l'URSS comme État, au moment de la fin du communisme, était en fait très sage : ce n'était pas à l'Occident d'intervenir sur cette question-là.

L'épilogue insiste sur la victoire de l'Occident sur trois plans essentiels : l'efficacité économique, la capacité d'une régulation sociale du capitalisme, démentant les prévisions de Marx, et la progression dans le monde – malgré bien des scories aussi du côté occidental (soutien à des dictatures anticommunistes, etc.) –, de la démocratie libérale. Certes, ce livre, brillante synthèse, a ses limites. Dans la *New York Review of Books* du 22 mars 2006, Tony Judt se montre sévère : il reproche à Gaddis de décrire la guerre froide d'abord du point de vue de Washington – ce qui est vrai – sans présenter le point de vue soviétique – ce qui n'est que partiellement le cas –, et en négligeant l'Europe et le Tiers-Monde – ce qui est davantage exact. Il lui reproche peut-être surtout de fournir une image de la guerre froide correspondant aux simplifications auxquelles a recours l'Amérique actuelle – ce qui est une appréciation plus subjective.

Néanmoins il ne pouvait être question, dans un volume de 300 pages qui se veut accessible, de tout raconter et on ne peut pas reprocher à l'auteur de ne pas avoir rendu compte de tous les courants historiographiques actuels

concernant la guerre froide<sup>1</sup>. On lui reprochera plutôt l'absence (ou le traitement trop allusif) de certaines questions structurelles, qui renvoient à la nature profonde de la guerre froide : l'opposition entre libéralisme et communisme divisait aussi les sociétés occidentales, et il ne s'agissait donc pas d'un conflit international classique, car celui-ci comportait des éléments de guerre civile ; du *containment* vu par George F. Kennan à la stratégie de Kennedy, aux doctrines sur la convergence des systèmes, à l'*Ostpolitik*, à la « Détente, entente, coopération » du général de Gaulle, au rapport Harmel de 1967, et enfin au « nouvel ordre mondial » de George Bush père, l'Occident a multiplié les tentatives et réflexions pour dépasser la guerre froide, et pas seulement pour la gérer. On lui reprochera de ne pas avoir analysé plus à fond le problème allemand, cœur de la guerre froide, mais qui, en même temps, est l'occasion du maintien d'un minimum de dialogue (on ne remet jamais totalement en cause les accords de Potsdam sur l'Allemagne, qui restèrent, au moins de façon latente, comme une base juridique commune, à laquelle on eut d'ailleurs recours en 1990). On regrettera que le concept de « sécurité en Europe », lancé au départ par les Soviétiques pour faire oublier la division de l'Allemagne, mais habilement récupéré par les Occidentaux à Helsinki, n'ait pas été davantage évoqué : il contribua, malgré les pièges tendus par Moscou (y compris la « Maison commune » de Mikhaïl Gorbatchev), à permettre une reconstruction du système international qui ne devait pas tout à l'équilibre de la terreur nucléaire et qui facilita les choses en 1990.

Il reste que ce livre rend compte de l'essentiel du phénomène, le replace dans sa dimension historique – sans le noyer dans les flots d'une hypercritique pointilliste qui commence à marquer une partie de l'historiographie actuelle –, et constitue un excellent antidote face au retour de thèses selon lesquelles ce sont Washington et Londres qui portent la responsabilité de la guerre froide<sup>2</sup> !

**Georges-Henri Soutou**

Professeur à l'Université de Paris IV-Sorbonne

1. On trouvera un excellent tableau par Pierre Grosser, « Écrire l'histoire de la guerre froide après la guerre froide », dans *Communisme*, n° 80/81/82, 2004/2005.

2. Voir notamment S. Lavrov (ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie), *Rossiskaya Gazeta*, 6 mars 2006.

## GÉOGRAPHIE POLITIQUE

Thierry de Montbrial

Paris, Presses universitaires de France,  
coll. « Que sais-je ? », 2006, 128 pages

La prise en compte du facteur géographique dans l'élaboration des stratégies et la conduite de la politique des États est un phénomène ancien, mais l'étude scientifique des relations entre la politique internationale et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce ne s'est développée dans le monde occidental qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi que s'est affirmée en France une école de géographie politique dans la tradition de Jean Brunhes et de Paul Vidal de La Blache, et que l'ouvrage d'André Chéradame, *L'Allemagne, la France et la question d'Autriche*<sup>1</sup> paru en 1902, a pu être considéré comme un modèle d'analyse géopolitique des problèmes auxquels étaient confrontées les grandes puissances à la veille de la Première Guerre mondiale. Entre les deux guerres, des géographes français comme Jacques Ancel ont prêté une attention particulière aux équilibres continentaux et consacré de nombreuses études aux frontières et aux peuples d'Europe centrale et des Balkans<sup>2</sup>. Ils ont également pris une part active aux débats intellectuels suscités par la géopolitique allemande, dont la figure de proue était Karl Haushofer et dont la visée était la justification de la conquête d'une espace vital permettant au peuple allemand de déployer toutes ses virtualités.

On conçoit donc que la géopolitique ait eu mauvaise presse après 1945 et qu'on se soit détourné d'une discipline soupçonnée d'avoir cautionné la réalisation du dessein hégémonique du III<sup>e</sup> Reich. Or, après une éclipse de plusieurs décennies, on a assisté dans les années 1980 à la renaissance de la géopolitique dans le monde occidental, et même en Allemagne le tabou a été brisé puisque de nombreux auteurs s'en réclament pour expliquer les particularités de l'histoire allemande. En France, Yves Lacoste qui s'est illustré par la fondation d'une école de géopolitique critique souligne également l'intérêt d'une démarche tendant à situer les relations internationales dans leur environnement spatial, et note à juste titre que les ébranlements provoqués par la chute des régimes communistes et l'unification de l'Allemagne ont remis la géopolitique au goût du jour, comme l'atteste l'inscription des problèmes de sécurité européenne dans l'espace eurasiatique. Il serait certes abusif d'affirmer que la géographie commande en toutes circonstances la politique des États et détermine le destin des peuples, mais il est probable qu'elle exercera à l'avenir une influence plus grande sur le comportement des acteurs de l'histoire qu'à l'époque où prévalait l'ordre bipolaire.

1. A. Chéradame, *L'Allemagne, la France et la question d'Autriche*, Paris, Plon, 1902.

2. J. Ancel, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, Armand Colin, 1930.

Toutefois, le regain d'intérêt pour la géopolitique ne signifie pas que l'on en ait une idée claire, ni que l'on parvienne toujours à la distinguer de la géographie politique dont elle fait partie intégrante. En outre, le statut de cette discipline est controversé et on se souvient que Raymond Aron a dénoncé cette pseudoscience dans son livre *Paix et Guerre entre les nations*<sup>3</sup>. Enfin, la géopolitique ne s'est pas entièrement affranchie de l'idéologie et il y a lieu d'être prudent dans le maniement des concepts qu'elle a forgés. Le propos de Thierry de Montbrial est de dissiper ces incertitudes en se livrant à un exposé méthodologique de la géographie politique, avant de soumettre à un examen critique les critères qui ont présidé au découpage régional auquel ont procédé deux géographes américains pour rendre compte du monde actuel. L'auteur reprend à cet effet les concepts fondamentaux explicités dans son ouvrage *L'Action et le système du monde*<sup>4</sup>, et présente brièvement les « unités actives » dont l'interaction constitue la trame du système international. Il donne un aperçu de la science de l'action, ou praxéologie, qui permet aux unités actives de mobiliser toutes leurs ressources matérielles et morales et de passer à l'acte pour réaliser leurs desseins. Enfin, il s'efforce de marquer les bornes de la géographie politique par rapport à la géopolitique et à la géostratégie, en prenant appui sur les écrits des experts et en formulant des appréciations qui lui sont propres.

Cet exercice de clarification utile sert de préambule à des considérations sur le caractère relatif, voire subjectif, de la cartographie qui sous-tend le discours des géographes politiques. En effet, comme le fait observer justement l'auteur, la carte et son mode de projection sont toujours porteurs d'une intention politique, et le découpage de la planète en régions s'effectue généralement en fonction de variables physiques et humaines dont le choix est commandé par des préjugés ou des partis pris idéologiques. À cet égard, on peut regretter que les contraintes éditoriales n'aient pas permis à Thierry de Montbrial d'illustrer son essai par des cartes reflétant la vision particulière que les géographes ont du monde et que la consultation d'un atlas ne peut suppléer. Cette observation vaut surtout à propos du découpage en douze grands ensembles régionaux auquel ont procédé H. J. de Blij et Peter O. Muller dans leur ouvrage *Geography – Realms, Regions and Concepts*<sup>5</sup>, puisque son économie générale sert de terme de référence aux considérations de l'auteur sur « une géographie politique du monde actuel ».

Les dimensions de cette note ne permettent pas de présenter d'une manière systématique les aperçus et les réflexions critiques de Thierry de Montbrial, qui sont fondées sur un vaste éventail de connaissances érudites

3. R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

4. Th. de Montbrial, *L'Action et le système du monde*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2003.

5. H.J. de Blij et P. O. Muller, *Geography – Realms, Regions and Concepts*, San Francisco, Wiley, 2003.

et d'informations recueillies auprès d'experts et de décideurs au cours de voyages d'études sur les cinq continents. On retiendra seulement le caractère étrange de la composition de certains des « ensembles flous » délimités par les deux géographes américains. Ainsi l'Ukraine et la Biélorussie sont rattachées à l'Europe de l'Est et dissociées de la Russie, et la Corée du Nord est située dans la mouvance de la Chine alors que le Tibet et le Xinjiang en sont retranchés. Par ailleurs, l'accent est mis sur la question des frontières de l'Europe, qui est évoquée aussi bien sous l'angle des critères d'appartenance à une communauté de civilisation qu'en fonction de la vocation de l'Union européenne à s'affirmer comme une puissance sur la scène mondiale. Enfin, on relève le poids déterminant des variables économiques, démographiques et culturelles dans toutes les régions du monde et leur impact sur la genèse et la persistance des conflits, ainsi que sur les chances de succès des politiques de développement et de sécurité coopérative.

L'essai de Thierry de Montbrial retiendra l'attention de tous ceux qui s'interrogent sur la contribution de la géographie politique à l'élucidation des problèmes de notre temps tout en sachant que celle-ci n'apporte pas de réponses toutes faites, et que sa capacité prescriptive est limitée. Nous formons le vœu que dans une prochaine édition, l'auteur élargisse le champ de ses réflexions à la géographie des espaces maritimes, et présente l'esquisse d'une géopolitique comparative dont il souligne l'intérêt au plan épistémologique.

**Jean Klein**

Professeur émérite à l'Université Paris I-Sorbonne  
et chercheur associé à l'Ifri



## RELATIONS INTERNATIONALES

---

### RELATIONS INTERNATIONALES

Serge Sur  
Paris, Montchrestien,  
coll. « Domat politique », 2006,  
582 pages

La quatrième édition de l'ouvrage de Serge Sur, *Relations internationales*, confirme l'intérêt d'un livre désormais classique de l'un des meilleurs spécialistes français de la discipline. L'ambition est celle d'un traité couvrant tous les aspects d'un immense domaine, passant aussi bien par l'étude des doctrines que par les relations transnationales, marchandes ou non, ou encore par la dissuasion nucléaire et la non-prolifération – dans la perspective soigneusement mise à jour des bouleversements actuels –, même si l'on relève de ces développements la permanence de l'État, répartiteur d'espaces, et la double nature de la régulation du système, par le droit et par la puissance. Serge Sur écrit ainsi avec beaucoup de lucidité : « C'est le déficit de puissance qui est désorganisateur alors que la puissance est cohésive et organisatrice » (p. 28) ; la puissance se distingue de la violence, qui n'en est que le « paroxysme » (p. 244) et qui apparaît finalement comme « un échec de la puissance ». « La puissance vit à crédit, la violence au comptant », écrit encore l'auteur, s'inspirant de Clausewitz « pour qui la guerre actualise et rend exigibles les traites tirées par la politique ».

L'originalité de la réflexion tient probablement au parcours de Serge Sur, passé de l'étude du droit international public dans l'esprit de l'université française à un intérêt toujours plus marqué pour une approche politique des relations internationales. Ce parcours l'a conduit à suivre les recherches étrangères, spécialement aux États-Unis, à se rapprocher personnellement d'un « néo-réalisme » permettant de nuancer la vision traditionnelle des rapports de force et à croire que la coopération entre les États peut se stabiliser grâce à « de vastes accords multilatéraux, qui définissent le régime international » de telle ou telle activité – des règles qui n'interdisent pas que naisse « un intérêt commun, représentant lui-même plus que la somme des avantages particuliers » (p. 29).

Un tel livre retiendra l'attention non seulement des enseignants et des étudiants mais aussi de tous ceux qu'intéresse l'évolution du monde d'aujourd'hui, une large place étant d'ailleurs réservée à la communication. Il est d'une fiabilité à toute épreuve, ce qui est loin d'être toujours le cas en la matière, et je n'ai, pour ma part, relevé qu'une imprécision : l'Institut français des relations internationales (Ifri) n'est pas né du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères (p. 13), même si son fondateur avait été auparavant directeur du CAP. L'Ifri est né d'une transformation de l'ancien Centre d'études de politique étran-

gère créé par Sébastien Charléty en 1935, longtemps dirigé par le regretté Jacques Vernant, injustement oublié aujourd'hui. Relevons encore que le travail éditorial n'est pas toujours parfait, l'ancienne présentation, moins proche du manuel, étant sans doute plus agréable. Gagner de la place n'est pas toujours une bonne chose : un passage relatif à l'analyse systématique a ainsi été supprimé dans la nouvelle édition : « [on a pu] reprocher [au systémisme] une idéologie implicite. En mettant l'accent sur les éléments de stabilité et d'équilibre d'un système donné, il tend parfois à méconnaître sa dynamique ou ses contradictions internes, à ignorer ses possibilités de métamorphose. Il relèverait ainsi d'une inspiration conservatrice, en justifiant les situations acquises » (p. 31). On conviendra que ce passage était loin d'être sans intérêt.

**Jean-Pierre Colin**

### RETOUR DE L'ÉTAT DE GUERRE

Dario Battistella  
Paris, Armand Colin, 2006,  
294 pages

C'est un essai stimulant, tant par la richesse des outils théoriques que par la finesse de l'analyse, que nous livre Dario Battistella. L'opération « Liberté en Irak » constitue le point de départ d'une réflexion dont la problématique se décompose en trois temps.

L'hypothèse, d'abord : « il existe dans la politique internationale

une forte tendance à l'avènement d'une société internationale » qui correspond – l'auteur reprend ici un concept d'Alexander Wendt – à un état d'*anarchie* lockienne. Dans cet état, les unités politiques ne se considèrent ni comme des amis (*anarchie* kantienne) ni comme des ennemis (*anarchie* hobbesienne), mais comme des rivaux. Le système est dominé par une puissance bienveillante – la Grande-Bretagne jadis, les États-Unis aujourd'hui. Notons au passage que pour D. Battistella, la stabilité européenne de 1815 à 1914 est plus due à la domination de la Grande-Bretagne qu'à l'équilibre des puissances, de même que de 1945 à 2003 la stabilité relative est le résultat de la domination des États-Unis et non de la bipolarité.

C'est cette tendance lourde à l'avènement d'une société internationale, *i.e.* cette *anarchie* lockienne, que vient rompre l'opération « Liberté en Irak », qui représente un retour à l'anarchie hobbesienne, c'est-à-dire un « retour de l'état de guerre ». Ce constat constitue le deuxième temps de la réflexion de D. Battistella. Trois éléments saillants de la seconde guerre d'Irak caractérisent cette rupture. Premièrement, on passe de la conception d'État rival à celle d'État ennemi. Ensuite, la conception de la guerre juste est remplacée par la guerre préventive, difficilement justifiable. Enfin, l'approche unilatérale remplace un cadre multilatéral. Ces changements marquent-ils une rupture majeure dans les relations internationales ? S'agit-il d'un nouveau retournement (« retournement du retourne-

ment du monde ») ou d'une simple parenthèse ? Les normes constitutives de l'*anarchie* hobbesienne, qui semblent être intériorisées dans la politique étrangère américaine, le seront-elles par le système international ?

Afin de donner quelques pistes de réponse, l'auteur propose, dans un troisième temps, une explication stimulante des déterminants de l'opération « Liberté en Irak ». Les motifs officiels font appel au dilemme de sécurité : c'est parce que l'Irak représentait une menace pour la sécurité des États-Unis qu'il devait être désarmé. Dario Battistella invalide, avec un admirable sens de la nuance, cette thèse. Analysant les deux aspects du dilemme de sécurité que sont la contiguïté territoriale et l'équilibre de l'offensive et de la défensive, il en arrive à la conclusion que les États-Unis, sous prétexte d'une fenêtre de vulnérabilité réelle dont ils sont victimes dans l'affrontement asymétrique imposé par les groupes terroristes, ont en fait utilisé une fenêtre d'opportunité contre l'Irak qui ne menaçait la sécurité des États-Unis ni par ses armes, ni par des liens, théoriquement possibles mais en pratique fortement improbables, avec la nébuleuse terroriste d'Al-Qaïda.

Encore faut-il expliquer pourquoi et comment les États-Unis ont profité de l'occasion. D. Battistella nous donne une réponse qui se situe à deux niveaux d'analyse différents, mais complémentaires. Le premier concerne la structure

politique interne des États-Unis. L'auteur part de la notion d'impérialisme telle que développée par J. Hobson et J. Schumpeter, et démontre la collusion d'intérêts d'individus et de groupes privés (entreprises pétrolières notamment) qui réussissent à faire passer leur intérêt propre pour l'intérêt national. Le second niveau d'analyse est systémique, et s'insère dans la théorie des cycles de puissance, et plus précisément dans sa version économique. S'appuyant cette fois-ci sur des indices de puissance, tel le produit national brut (PNB), l'auteur démontre que les États-Unis subissent un déclin relatif et font face désormais à la Chine – nouveau challenger (*peer competitor*) et puissance ascendante. La période actuelle peut être vue comme une période de transition, propice au conflit. C'est dans cette perspective de cycle de puissance que réside la cause fondamentale de la guerre, pour l'auteur. L'opération « Liberté en Irak » vise à assurer la mainmise des États-Unis sur une énergie – le pétrole – indispensable à la croissance du pays et, de fait, à assurer sa position dominante.

C'est en suivant la politique étrangère américaine ultérieure, notamment vis-à-vis de l'Iran, que nous pourrions savoir si le retour vers l'anarchie hobbesienne est réel, ou si ces événements ne constituaient qu'une simple parenthèse.

**Miloš Jovanović**

## HISTOIRE

---

### THE LIGHTS THAT FAILED. EUROPEAN INTERNATIONAL HISTORY 1919-1933

Zara Steiner  
Oxford, Oxford University Press,  
2005, 944 pages

Ce premier volume d'une vaste histoire des relations internationales européennes dans l'entre-deux-guerres traite, en deux parties d'inégale importance, des périodes 1918-1929 (« L'Europe de la reconstruction ») et 1929-1933 (« Les années charnières »).

Ce volume représente une remarquable synthèse des travaux publiés sur les années 1920 depuis une quarantaine d'années. Le récit, toujours précis, insère dans la trame chronologique d'importants chapitres thématiques, par exemple sur la question des relations avec l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), la Société des nations (SDN) ou la sécurité et le désarmement. Chacun des quatorze chapitres est suivi d'une bibliographie d'environ cinquante titres et le volume se clôt par un index à entrées multiples de 70 pages. L'ensemble constitue donc un formidable outil de travail. Le lecteur français, habitué à considérer la période à travers les relations franco-allemandes et à faire de l'année 1924 l'articulation majeure de la décennie, risque

d'être dérouter par l'approche globale, typique de l'historiographie anglo-saxonne, choisie par Zara Steiner. Mais il trouvera dans les développements très complets consacrés notamment à l'Europe orientale, au rôle mésestimé de la SDN ou aux réactions des puissances européennes face à la crise de Mandchourie, de précieuses synthèses sur des questions qui, à quelques exceptions près, ne suscitent que depuis peu l'attention des historiens français.

L'autre intérêt du livre tient à sa thèse centrale, exposée dans la conclusion de la première partie, qui confirme ce qu'ont démontré la plupart des études récentes consacrées à la période : il faut considérer les années 1920 pour elles-mêmes, à la lumière des événements qui les ont précédées, et cesser de n'y chercher que les éléments annonciateurs de la Seconde Guerre mondiale. L'entre-deux-guerres, expression trompeuse, évidemment forgée *a posteriori*, n'est pas un tout menant directement d'un conflit à l'autre. Les années 1920 sont « une décennie d'après-guerre, et non d'avant-guerre. [...] Elles ne furent pas l'âge des illusions, mais un temps d'espoir » (p. 602 et 631). Aristide Briand et Gustav Stresemann, loin d'être le naïf idéaliste et le *realpolitiker* sans scrupules de l'imagerie d'Épinal, étaient sincèrement convaincus d'œuvrer pour une paix durable, en agissant au mieux des intérêts de leurs pays et en connaissant la marge de manœuvre que leur laissaient leurs

opinions publiques. L'originalité de cette période aura été de tenter de mettre en place un nouvel ordre international, particulièrement en Europe, mêlant un réalisme hérité du XIX<sup>e</sup> siècle et la volonté de créer un nouvel équilibre, fondé sur le dialogue et le multilatéralisme. Les accords de Locarno de 1925 ressuscitent d'une certaine façon le concert européen du siècle passé ; mais ils illustrent aussi une période de coopération où chacun, vainqueur ou vaincu de 1918, s'accorde sur la nécessité de reconstruire le continent aux plans politique, économique et monétaire, de façon globale et concertée.

Dans cette perspective, le traité de Versailles tant décrié ne peut être vu comme le principal responsable de l'effondrement de la République de Weimar, voire du déclenchement du second conflit mondial. Contre cette interprétation réductrice, Z. Steiner rappelle que les négociateurs du traité avaient conscience de faire une œuvre ambitieuse et naturellement imparfaite, résultat de nombreux compromis. Les historiens ont aussi souligné la souplesse d'un texte qui, sur de nombreux points, notamment les réparations, pouvait être interprété de façon stricte ou accommodante. C'est dans le cadre du traité que l'occupation de la Ruhr fut décidée en 1923, et que le plan Dawes<sup>1</sup> fut adopté l'année suivante. Tout

n'était pas joué d'avance. Dans un autre domaine, l'émergence progressive au long des années 1920 d'une identité européenne, dont le fameux plan Briand d'Union fédérale n'est qu'une des manifestations, annonce plus les lendemains de la Seconde Guerre mondiale qu'elle n'en explique les origines. Ce sont donc les « années charnières », 1929-1933, qui, à la suite de la crise économique qui gagne l'Europe dès 1930, résolvent la dialectique nationalisme/internationalisme constamment présente dans les années 1920, à la faveur du premier des deux termes.

Sans doute peut-on reprocher au livre de Zara Steiner une approche événementielle, qui néglige quelque peu le poids des opinions et l'importance des représentations, souvent déterminantes dans l'explication du processus décisionnel. En relations internationales, la perception de la puissance de l'autre, et de la sienne propre, compte autant, sinon plus, que la réalité. Mais le grand intérêt de ce premier volume fait attendre le second avec impatience.

**Stanislas Jeannesson**

1. Plan élaboré par le banquier américain Charles Dawes en 1924 afin de trouver un arrangement pour le paiement des dommages de guerre dus par l'Allemagne.

## SÉCURITÉ

---

### LES ARMÉES D'EUROPE FACE AUX DÉFIS CAPACITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

Alain de Neve, Raphaël Mathieu  
Bruxelles/Paris, Bruylant/L.G.D.J.,  
coll. « Axes savoir », 2005,  
480 pages

### UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE : LA DÉSTRUCTURATION (1998-2006)

André Dumoulin, avec  
la contribution de Francis Givers  
Bruxelles/Paris, Bruylant/L.G.D.J.,  
coll. « Axes savoir », 2006,  
420 pages

La première partie du premier des ouvrages décrit, sous le paradigme général de la « Révolution des affaires militaires », les évolutions de l'Alliance atlantique et celles, ébauchées, de l'Union européenne en matière d'armement. À ces développements politico-institutionnels les auteurs confrontent les enjeux industriels dans les trois grands secteurs : aéronautique-électronique, systèmes terrestres et construction navale. Ces chapitres, moins alarmistes qu'attentifs aux secteurs où les écarts entre les capacités des deux côtés de l'Atlantique s'accroissent, soulignent la différence de posture entre la puissance militaire mondiale que constituent les États-Unis et les principaux pays européens, aux ambitions plus mesurées.

Dans une seconde partie, les auteurs détaillent successivement

pour l'Europe, dans des chapitres très documentés, les capacités aériennes de combat, d'appui, de ravitaillement et de transport ; les vecteurs de précision offensifs et défensifs (missiles et systèmes anti-missiles) ; les activités spatiales ; les drones ; les moyens de transport stratégique maritimes ; les systèmes de commandement, de contrôle et de communication et les architectures de renseignement, surveillance, acquisition des cibles et reconnaissance. À ces chapitres techniques ils adjoignent un chapitre sur les forces spéciales et un autre sur les principaux programmes du « combattant du futur » en Europe.

De la lecture de ces revues par grands « systèmes d'armes » ou de forces, se dégage un tableau des moyens techniques qui transforment et transformeront notre vision de la guerre classique, ou du moins du champ de bataille. Quelle que soit la valeur que l'on peut accorder à la notion de « révolution » des moyens militaires, la perception d'un profond bouleversement des règles et outils de l'épreuve de force s'impose. Certes, la présentation des principaux systèmes d'armes, sans doute utile pour les spécialistes, aurait pu parfois faire l'économie de l'étape de la réalisation industrielle, des accords, attermolements et retournements de situation, en constante évolution et donc vite périmés, ou insister pour dégager quelques leçons globales de cette succession de mécanos industriels et financiers. À l'inverse,

d'un point de vue documentaire, on regrettera qu'un lexique de ces grands systèmes ne permette pas de se référer rapidement aux descriptions de ce qui est presque un dictionnaire des systèmes les plus modernes.

On retrouve par secteurs les déficits capacitaires, jugés particulièrement importants en ce qui concerne les activités spatiales, le transport maritime et surtout les systèmes de commandement, contrôle et communication. Le lecteur peut donc engager une réflexion plus personnelle : dans un environnement sous contrainte, ne serait-ce que financière, quels éléments correspondent aux perspectives stratégiques les plus probables ou les plus souhaitables pour l'Europe ? Des impasses, ou du moins des sous-équipements étant inévitables, faut-il préférer voir, communiquer, commander, ou plutôt disposer d'une plus grande capacité de projection et de transport par exemple ? Les auteurs soulignent, à juste titre, que les écarts de dépenses militaires, notamment en matière de recherche, et donc de moyens, ne caractérisent pas seulement les deux rives de l'Atlantique, mais aussi les États européens entre eux, rendant en partie fictive la notion de « capacités européennes ». En effet, et malgré des efforts réels au tournant de l'année 2000, seuls quatre ou cinq pays disposent de moyens nationaux conséquents, ce qui relativise beaucoup les postures ou déclarations des autres États.

Voici un livre résolument tourné vers les capacités et les moyens techniques des forces européennes dans les dix ou quinze ans à venir, dans un contexte de modernisation accélérée conduite par les États-Unis. Il montre aussi les paradoxes de la stratégie américaine demandant aux alliés des efforts financiers, sous peine de ne plus pouvoir se coordonner avec eux, en même temps qu'elle les empêche de développer leurs moyens en bloquant souvent les transferts de technologie. En filigrane, il permet de creuser la question de la mise en œuvre de la *Revolution in Military Affairs* (RMA), indépendamment d'une représentation des intérêts stratégiques et des missions qui leur correspondent, représentation à l'échelle mondiale, « occidentale » ou régionale ; question qui renvoie à la similitude, ou à la divergence, des intérêts et des moyens d'action des deux côtés de l'Atlantique.

En ce qui concerne le second ouvrage, la conclusion le souligne : il est peu fréquent de suivre sur cinquante ans la décomposition d'une instance internationale, jusqu'à ses derniers soubresauts. C'est ce que permettent les 160 pages de ce livre, complétées par de volumineuses annexes documentaires.

Il ne s'agit pourtant pas ici d'une nécrologie compassée, mais d'une mise en perspective politique des étapes qui ont conduit l'élan initial du 17 mars 1948, le traité de Bruxelles et son fameux article 5, symbole de l'Union de l'Europe

occidentale<sup>1</sup> (UEO), à être dessaisis de la quasi-totalité de leurs attributs.

L'auteur distingue « le processus historique de dépouillement », jusqu'à la fin des années 1990, et la « déstructuration » accélérée avec la constitution des capacités de sécurité et de défense de l'Union depuis 1998-1999. La première phase met en évidence l'instrumentalisation des instances de l'UEO, et en premier lieu de son assemblée, par les partisans successifs de l'accroissement de l'autonomie européenne et par les tenants d'une priorité incontestable de l'Alliance atlantique, au nom de l'inconsistante notion d'« identité européenne de sécurité et de défense ». Jouant longtemps de cette rivalité pour exister, les partisans et responsables de l'assemblée ont cependant été poussés dans leurs derniers retranchements quand les dix États signataires du traité, véritables maîtres du système au sein du Conseil des États de l'UEO, ont commencé à transférer à l'Union européenne chacun des différents éléments et compétences de l'UEO : Centre satellitaire, Institut d'études de sécurité, et surtout structures de coopération en matière d'armements européens.

1. « Au cas où l'une des Hautes parties contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. », art. 5, Traité de Bruxelles, 17 mars 1948, révisé le 23 octobre 1954.

Mais cette politique, note André Dumoulin, laisse sans réponse plusieurs grandes questions : qu'en est-il de la solidarité en matière de sécurité entre Européens, ou entre États d'Europe, puisqu'il a été impossible de transférer les clauses du traité de Bruxelles dans le projet de Traité constitutionnel, et qu'on a dû se limiter à des engagements de solidarité très partiels, au demeurant suspendus par l'absence de ratification ?

Deuxième question : malgré sa modestie, l'Assemblée de l'Europe occidentale constitue néanmoins la principale instance de discussion entre parlementaires européens sur les questions de sécurité et de défense. Certes, elle a été productrice de rapports, d'ailleurs souvent très intéressants, et de formation pour certains parlementaires, notamment des anciens États de l'Est, plus qu'un forum représentatif des opinions publiques (au demeurant peu passionnées par ces débats). Sa disparition n'impliquerait-elle pas que le Parlement européen reçoive des États, vigoureux partisans d'une intergouvernementalité limitée aux exécutifs, la fonction de lieu de débat démocratique ? Les autres instances, la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes des parlements de l'Union européenne (COSAC), qui réunit semestriellement des représentants des commissions des affaires européennes des parlements nationaux et une délégation du Parlement européen, ou même l'assemblée de l'Atlantique Nord,



ne remplissent en aucun cas ce rôle de représentation.

Troisième domaine où le livre est particulièrement incisif, celui des instances de coopération en matière d'armement. Cette fonction de l'UEO est résumée à travers tous les avatars du Groupe européen indépendant de programme (GEIP), du Groupe armement de l'Europe occidentale (GAEO), de l'Organisation de l'armement de l'Europe occidentale (OAE0), pour montrer que les États, par le biais de l'instance réellement décisive – la réunion des directeurs nationaux de l'armement – n'ont jamais voulu se dessaisir réellement de leur souveraineté en ce domaine, quitte à maintenir et provoquer doublons et redondances dans les systèmes d'armes européens. La décision des six principaux États producteurs (représentant 90 % de la production européenne d'armement) de se regrouper autour de la *Letter of Intent*<sup>2</sup>, puis de mettre sur pied l'Agence européenne de défense, montre à la fois les limites de l'égalitarisme intergouvernemental (à 25, les décisions sont impossibles) et celles du communautaire. Dumoulin doute d'ailleurs que cette nouvelle structure réussisse mieux que les précédentes.

À travers la « géométrie des statuts », censée résoudre l'imbroglio des spécificités nationales en termes de puissance, d'exigences diplomatiques, de postures de

relations extérieures, on trouve une illustration supplémentaire, s'il en était besoin, des limites auxquelles on parvient, en matière d'élargissement des instances, sans approfondissement politique.

Ces deux livres soulignent l'intérêt des réflexions menées par les chercheurs belges sur le processus d'européanisation. Sensibles aux positions nationales des autres mais dépourvues de susceptibilité vis-à-vis des leurs, ces études contribuent réellement à la compréhension des processus communautaires. On peut regretter l'honnêteté de titres peu médiatiques, des négligences dans la composition (trop de tableaux sont gâchés par les coupures de mise en pages) et sans doute le prix de ces ouvrages, dissuasif pour un lecteur non spécialiste. C'est d'autant plus dommage que leurs approches, techniques et institutionnelles, donnent une solidité aux conclusions globales proposées ou mieux, laissées ouvertes à la réflexion du lecteur.

**André Brigot**

#### **LA DÉFENSE EN EUROPE, AVANCÉES ET LIMITES**

Patrice Buffotot (dir.)

Paris, La Documentation française, 2005, 245 pages

La 4<sup>e</sup> édition de ce vade-mecum sur les questions de défense et de sécurité en Europe traite des évolutions par pays membre en incluant trois des dix pays qui ont rejoint l'Union

2. Lettre signée le 27 juin 2000.

européenne (UE) en 2004, à savoir la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Au total, vingt-trois chercheurs ont participé à cet ouvrage. Comme le note l'introduction, les grandes tendances d'après la guerre froide – la réduction des dépenses et des effectifs militaires – se sont poursuivies tout au long des quatre années analysées, de fin 2001 à début 2005. Seuls la France et le Royaume-Uni ont augmenté légèrement leur budget de défense, alors que deux autres grands pays de l'UE, l'Allemagne et l'Italie, se trouvent en queue de peloton avec à peine 1 % de leur produit intérieur brut consacré à la défense.

Sans doute aussi en raison de cette réduction des moyens, la professionnalisation et la réorganisation des armées se sont également poursuivies. De même, la mise en place d'une force d'action rapide européenne, décidée fin 2004 et qui comprendra 20 000 hommes, devrait être opérationnelle en 2007. Une force de gendarmerie européenne a été créée en 2004, à l'initiative de la France, pour des opérations de police dans les régions où l'UE a la responsabilité du maintien de l'ordre, comme c'est toujours le cas en Bosnie-Herzégovine.

Les problèmes liés à l'intervention sur des théâtres de crises extérieures sont analysés dans le deuxième chapitre, consacré aux organisations européennes et à leurs rapports avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Un troisième chapitre tire

les principaux enseignements de la guerre américaine en Irak.

Comme dans les éditions précédentes, les chroniques par pays comportent d'utiles tableaux sur l'organisation politique, les effectifs par armées et par catégories, ainsi que sur le budget et les principaux équipements.

**Walter Schütze**

### **LE MONDE DES MAFIAS. GÉOPOLITIQUE DU CRIME ORGANISÉ**

Jean-François Gayraud  
Paris, Odile Jacob, 2005,  
444 pages

Les représentants du monde policier ont beaucoup écrit sur les mafias, mais sur un mode essentiellement anecdotique, générateur de simplifications. J.-F. Gayraud tranche sur le lot. Son livre, qui se situe en position honorable dans la littérature francophone, combine rappels historiques, schématisations sociologiques, abstractions philosophiques et avertissements politiques. Sans être exhaustif, il permet de recadrer les idées, de comprendre les déplacements d'équilibres qui président à l'expansion des mafias, de saisir leurs orientations actuelles. Cela en fait une lecture stimulante, même si l'optimisme démocratique n'habite pas toutes les pages.

Le texte se décompose en trois parties. La première semble la moins achevée. S'appuyant sur les concepts de l'école française de géopolitique, elle tente de réévaluer la place des mafias dans les rela-

tions internationales, de formaliser leurs schémas d'adaptation, de mettre en évidence leurs logiques de camouflage. Cette section a le mérite de souligner la complexité croissante du phénomène et fournit des éléments de réflexion rompant avec les redondances journalistiques mais elle laisse un goût d'inabouti. Les passages les plus pénétrants sont ceux qui, dans la deuxième partie, décrivent les organisations dominantes. De la mafia sicilienne aux Triades chinoises, l'auteur identifie neuf grandes entités, engagées dans des logiques de compétition opportuniste. Multipliant les illustrations, J.-F. Gayraud donne à voir les logiques de conquête des structures criminelles : établissement de têtes de pont urbaines, infiltration dans l'économie légale, subornation de magistrats véreux, manipulation des médias, collusion avec les politiciens-prédateurs, etc. Enfin, la troisième partie concerne les éléments de reproduction, c'est-à-dire les codes, les habitudes, les rites qui président au fonctionnement des mafias et les distinguent des entités criminelles communes.

Cet ouvrage possède de nombreux atouts. Sa qualité principale réside dans le fait qu'il se détache du descriptif pour sonder le terreau institutionnel, au sein duquel les mafias prospèrent. Néanmoins, le lecteur sensible à la créativité risque d'être déçu. On attend d'un spécialiste du renseignement un apport spécifique, incluant le recours à une boîte à outils opérationnelle et l'intégration de quelques cas d'étude.

*Le Monde des mafias* ne répond pas à cette demande. Le propos est plutôt celui d'un fonctionnaire, animé de pulsions professorales et porté à multiplier les références de prestige : Simmel, Weber, Heidegger, Lorenz, Aron, Platon, etc. Ce goût va de pair avec une nette propension à explorer des terrains ultra-balisés. Fallait-il consacrer une telle place aux rituels d'admission des organisations criminelles ? Les passages en question apportent-ils une plus-value par rapport aux travaux de tel sociologue ? Ne trahissent-ils pas une forme de projection narcissique, assimilant les sociétés secrètes de tous types et plaçant les initiés sur un plan à part ? La deuxième faiblesse de l'ouvrage vient du ton employé. Le texte regorge de métaphores biologiques, assimilant les mafias à des parasites, des protoplasmes, des prédateurs. Ce langage convenu peut séduire les présentateurs de télévision. En contrepartie, on a l'impression que l'auteur renoue avec les idéologues conservateurs du XIX<sup>e</sup> siècle, toujours prêts à travestir leurs dégoûts dans un discours parascientifique. Et surtout les expressions imagées donnent l'impression qu'elles masquent un déficit conceptuel. Une autre faiblesse concerne les éclairages anecdotiques. Les inserts biographiques apportent des éléments essentiels sur la vie des mafias. Mais le texte reprend quantité d'histoires mille fois lues. On aurait préféré que l'auteur livre des impressions personnelles, des sensations vécues. Mieux encore, on aurait apprécié quelques

éclaircissements sur la situation française. Plusieurs polémiques récentes – Taiwan, Gaydamak, Clearstream – ont laissé entrevoir des connexions proscrites par les codes fondateurs de la V<sup>e</sup> République.

Au final, l'impression d'ensemble reste pourtant positive. Les notes et les références témoignent de la diversité des recherches. De concert avec les développements comparatifs, elles font du *Monde des mafias* un livre utile, digne de nourrir le débat public. L'ouvrage contient plusieurs mises en garde importantes. Il devrait, par exemple, pousser la classe politique à reconsidérer le jeu des structures officielles, qui s'allient aux puissances criminelles et s'imaginent capables de les maîtriser, alors même que les entités en question jouissent d'une vitalité hors norme. Il devrait aussi inciter l'Union à réévaluer les problèmes que pose l'intégration de tel ou tel État-postulant contaminé. Bien plus que de statistiques pénales, c'est du maintien de la confiance sociale et de préservation de la légitimité institutionnelle qu'il s'agit.

**Jérôme Marchand**

## LA FRANCE FACE AU TERRORISME. LIVRE BLANC DU GOUVERNEMENT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE FACE AU TERRORISME

Collectif  
Paris, La Documentation française,  
2006, 142 pages

Pour la première fois, le gouvernement français se dote d'un *Livre blanc sur la sécurité intérieure face au terrorisme*. Fruit d'un travail interministériel, ce document se veut, pour reprendre l'expression employée par Dominique de Villepin, « une véritable doctrine » de la lutte anti-terroriste française.

Le *Livre blanc* est très marqué – on ne s'en étonnera pas – par les développements du terrorisme post-11 septembre et en particulier par les attentats de Madrid et de Londres. De fait, le djihadisme est omniprésent dans une réflexion qui se décompose en trois temps. Tout d'abord est analysée la nature de la menace, qualifiée de « stratégique ». Puis le dispositif français de lutte contre le terrorisme est détaillé, qu'il s'agisse des moyens judiciaires et policiers, ou des contributions des services de renseignement ou des forces armées. Enfin, la troisième partie vise à mobiliser l'énergie des citoyens – et pas seulement des services spécialisés – pour faire face à « une menace [qui] n'a jamais été aussi forte ».

Le *Livre blanc* intègre parfaitement l'aspect global du terrorisme. La réponse apportée à cette menace doit donc, elle aussi, être globale, et la problématique de la coopé-

ration internationale occupe en conséquence ici une place importante. Mais qui dit coopération internationale ne sous-entend pas pour autant une démarche monolithique.

Ainsi, la France conserve ses spécificités, et notamment une vision générale de la lutte actuelle contre le terrorisme qui diffère de celle des États-Unis. Le *Livre blanc* affirme, en effet, une nouvelle fois le rejet de la notion de « guerre » contre le terrorisme. Cela ne signifie pas, bien sûr, que la France ne joue pas un rôle important dans le contre-terrorisme. Mais le fait qu'elle ait « choisi de demeurer dans une logique de temps de paix » induit notamment des contraintes juridiques, puisque le droit pénal en matière de terrorisme demeure un régime spécialisé et non un régime d'exception.

Une place conséquente est d'ailleurs consacrée à la question du respect du droit dans la lutte contre le terrorisme. Les deux dernières phrases du *Livre blanc* sont, à cet égard, tout à fait évocatrices : « Notre pays a fait le choix juridique, philosophique et stratégique de combattre le terrorisme dans le cadre de l'État de droit. Il n'en dévient pas ».

Clair et didactique, le *Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme* peut être aussi perçu comme un outil pédagogique. Il rappelle, à bon escient, que la France est une cible potentielle, et préconise d'anticiper

d'éventuels attentats pour tenter d'empêcher leur réalisation. En parallèle, il convient de se préparer à gérer les conséquences possibles d'une attaque car, face à une menace aussi diffuse que le terrorisme, aucun système de prévention, aussi performant soit-il, n'est infaillible.

Marc Hecker

### ECONOMIC ESPIONAGE AND INDUSTRIAL SPYING

Hedieh Nasheri

Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 270 pages

Cette étude, à la fois dense et déroulante, est une réflexion criminologique plus que politologique. Le projet annoncé est celui d'une mise en perspective des efforts d'encadrement législatif et judiciaire menés aux États-Unis, depuis une quinzaine d'années, pour répondre aux problèmes de sécurité industrielle et de compétitivité économique. La question n'était pas neuve. Mais elle a été renouvelée par les bouleversements géopolitiques des années 1989-1991. Fin de la guerre froide oblige, les élites de Washington ont dû redéfinir leur pensée stratégique. Concrètement, elles ont pris acte des vulnérabilités de leur système de recherche et développement (R&D), puis enclenché, çà et là, un travail de mobilisation, passant par la dénonciation des dangers que représentent les opérations de pillage organisé, menées par telle ou telle puissance : Chine, Japon, URSS, Israël, Allemagne, France, etc.

Cette politique de sensibilisation comporte, évidemment, une bonne part de désinformation, dans la mesure où elle renvoie à l'arrière-plan les menées prédatrices des grandes entreprises américaines et les interventions clandestines des organismes de renseignement (Central Intelligence Agency [CIA], National Security Agency [NSA], Defense Intelligence Agency [DIA]). En même temps, elle semble d'autant plus dangereuse qu'elle incite l'appareil de sécurité des États-Unis à se détourner de ses missions fondamentales, à se mettre au service d'intérêts privés, à introduire ses répertoires opérationnels dans des domaines où l'approximation barbouzarde se montre durablement pénalisante.

Le livre de Nasheri aborde ces questions, mais de manière trop elliptique. Ce qui semble dommage, si l'on considère tout d'abord les manipulations idéologiques qui s'abritent derrière l'alibi juridique et ensuite les complications induites par les cadres binaires de type « guerre économique ». À ses débuts, l'ouvrage s'annonce prometteur. Sont d'abord examinées les principales formes d'agression, avec rappel du clivage entre espionnage industriel (firme contre firme) et espionnage économique (implication de services étatiques). Sont ensuite évoquées les menaces induites par la diffusion des nouvelles technologies, par la globalisation des échanges, par la désagrégation des loyautés traditionnelles. Autant le mentionner, les premiers chapitres souffrent

de trop nombreuses redites. On a l'impression de consulter plusieurs articles greffés les uns aux autres, insuffisamment distancés vis-à-vis des discours officiels. Le lecteur averti s'attardera plutôt sur les passages qui décortiquent l'Economic Espionage Act de 1996, puis qui détaillent les poursuites engagées sous l'égide du texte. À ce stade, le livre s'appuie sur une quantité impressionnante de sources journalistiques et administratives. Si les renseignements abondent sur les employés indéli-cats tentés de vendre leurs connaissances aux concurrents, ils sont également assez précis pour appréhender les logiques de pénétration préférentielles des entreprises et des administrations étrangères. La bibliographie est d'excellente qualité. Tous les chercheurs s'intéressant aux nouvelles doctrines défensives des États-Unis y trouveront des pistes stimulantes.

**Jérôme Marchand**

#### QUAND AL-QAÏDA PARLE. TÉMOIGNAGES DERRIÈRE LES BARREAUX

Farhad Khosrokhavar  
Paris, Grasset, 2006, 422 pages

Dans la continuité de ses précédentes études sur l'islam dans les prisons<sup>1</sup>, Farhad Khosrokhavar s'intéresse ici aux différentes formes d'engagement dans le terrorisme islamiste. La publication *in extenso* des entretiens de prisonniers incar-

1. F. Khosrokhavar, *L'Islam en prison*, Paris, Balland, 2004 ; J. Beckford, D. Joly, F. Khosrokhavar, *Muslims in Prison*, Londres, Palgrave, 2004.

cérés en France permet au lecteur d'appréhender la variété des acteurs et des motivations pouvant conduire des individus à basculer dans le terrorisme. La catégorisation nouvelle de la mouvance djihadiste, proposée par l'auteur, permet de mieux comprendre les différentes « familles » qui la composent. La qualité de cette recherche est d'autant plus intéressante que l'analyse se fonde sur les représentations et les logiques d'action des acteurs eux-mêmes. Si tous les interviewés ne sont pas (encore) des terroristes, il n'en reste pas moins que leur fascination pour Oussama Ben Laden et Al-Qaida permet au lecteur de se rendre compte du cheminement de ces individus, d'une vie « normale » vers le terrorisme islamique.

On peut, selon l'auteur, résumer leurs motivations à différents types d'humiliations : elles peuvent être « corporelles » ou « par procuration », c'est-à-dire par une identification du jeune Français aux combattants palestiniens. Un dernier type d'humiliation est celle que l'on fait subir à l'autre, dont l'humanité est déniée, car il est assimilé à un Occident qu'il faut réduire à néant. L'honneur perdu de la civilisation musulmane des premiers siècles est également mis en avant par l'auteur, comme pouvant, dans certains cas, expliquer l'engagement dans la cause islamique radicale. Enfin, le ressentiment à l'encontre des « juifs imaginaires », tout comme la fascination pour la mort, jouent, chacun à leur manière, un rôle

d'échappatoire face à la complexité du réel.

À partir de ces différents facteurs de basculement vers le terrorisme, Khosrokhavar distingue quatre catégories de terroristes. Tout d'abord, ceux pour qui le choix d'une identité musulmane exclusive est lié à un rejet de la société réelle ou fantasmée (*l'islamo-nihiliste*). Le témoignage d'Ousman, accusé d'être membre du Groupe islamique armé (GIA) et d'Al-Qaida, est, à cet égard, édifiant. Il déclare avoir choisi le terrorisme islamique afin de se sentir respecté : « Qu'on ne me méprise pas, mais qu'on me craigne en me traitant de fanatique, je préfère de loin ça. » Il y a ceux, ensuite, pour qui la religion constitue le cadre structurant d'un engagement (*les islamo-pléthoristes*). Le choix de se radicaliser peut également trouver son origine dans des événements personnels traumatisants – il en est ainsi des *islamo-individualistes* – ou alors dans la participation à des groupes sectaires (*les islamo-fundamentalistes*).

Toutes ces catégories de djihadistes partagent néanmoins des représentations similaires de l'Occident, marquées essentiellement par un sentiment d'hostilité. Face à un Occident au sein duquel l'islam serait systématiquement décrié, il s'agit, pour les musulmans, de constituer un front uni par l'unification de l'oumma, la communauté musulmane. Cette vision de l'Occident proposée par les islamistes radicaux exploite habilement les

faiblesses des sociétés occidentales (racisme et exclusion sociale principalement), mais aussi les problèmes politiques internationaux contemporains (question palestinienne, intervention américaine en Irak de 2003, etc.) La vocation terroriste peut donc surgir aussi bien du rejet d'un modèle de société au niveau national (laïcité à la française, ou système multiculturel britannique) que d'une réaction à des problématiques transnationales.

En décryptant le discours des acteurs islamistes radicaux issus des prisons françaises, l'auteur nous permet de comprendre les causes profondes de l'engagement d'individus dans le djihadisme. Il offre, par-là même, de nouveaux outils pour lutter contre des mouvements terroristes de plus en plus insaisissables, dont le théâtre d'action concerne désormais le territoire européen (attentats de Madrid et Londres notamment). L'un des principaux mérites de cet ouvrage est de nous faire comprendre que pour combattre ces nouvelles formes de terrorisme en Europe, il faut s'attaquer en priorité aux causes de l'engagement djihadiste.

**Clément Therme**

## EUROPE

---

### ALLEMAGNE, PEUPLE ET CULTURE

Anne-Marie Le Gloannec (dir.)  
Paris, Éditions La Découverte,  
2005, 224 pages

Alors que nos voisins d'outre-Rhin se sont dotés d'un nouveau gouvernement, dirigé par la première chancelière de l'histoire, et se préoccupent de la suite à donner aux réformes socio-économiques engagées par la précédente équipe gouvernementale, *Allemagne, peuple et culture* se concentre sur ce que l'on peut appeler le « fond humain » de la République fédérale, de ses origines à nos jours. Dans cet excellent petit livre qu'elle a dirigé, Anne-Marie Le Gloannec a choisi de prendre du recul par rapport à l'actualité immédiate et, pour mieux appréhender cette dernière, d'étudier les principaux traits de caractère de la nation allemande. Un tel choix supposant d'accorder une place privilégiée à l'histoire, près de la moitié des contributions lui sont consacrées. Cependant, parce que l'ouvrage est loin d'être un simple précis historique, mais qu'il vise à rendre compte de l'Allemagne dans sa richesse et sa complexité, il traite aussi de son territoire et de sa population, de sa civilisation, de sa culture et des arts. Sont ainsi abordés des thèmes aussi divers et complémentaires que le peuplement, les origines du nazisme, l'effondrement de la République démocratique allemande (RDA), la pratique religieuse, la philosophie ou le cinéma allemands.



Véritable fil conducteur, la question de l'identité nationale allemande se pose tout au long de l'ouvrage. Au fil des pages, il est rappelé au lecteur que celle-ci n'est pas aisément saisissable. Cette nation, qui ne s'est dotée que tardivement d'une structure étatique unique et a été divisée en deux États distincts durant plus de quarante ans, a longtemps vu ses frontières fluctuer et son territoire se métamorphoser au gré des conflits. Jusqu'à une époque récente, la définition de sa population a été quelque peu paradoxale. Elle a ignoré des ressortissants de longue date, voire de toujours, au prétexte (désormais révolu) que l'Allemagne « n'est pas un pays d'immigration » ; en même temps elle a inclu les Allemands « ethniques » vivant au-delà des frontières, souvent depuis plusieurs générations. Quant aux supports d'identification à la nation, ils sont limités, tant cette dernière suscite la méfiance depuis la naissance de la République fédérale d'Allemagne (RFA). La prospérité économique et le modèle rhénan ont, certes, pu jouer ce rôle durant quelques décennies, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui, à l'heure du chômage de masse et des remises en cause sociales.

Dans *Allemagne, peuple et culture*, cette quête identitaire est menée sans complaisance ni parti pris. L'image que l'on retient est celle d'une Allemagne profondément démocratique, ayant chassé le spectre de l'autoritarisme et assumant les responsabilités du passé national-socialiste, qui sert

aujourd'hui de point de référence négatif absolu à la culture politique allemande. Servi par des textes synthétiques de qualité, accessibles à un large public et rédigés par des spécialistes tant allemands que français, ainsi que par une chronologie et une bibliographie très complètes, cet ouvrage est un outil précieux pour tous ceux qui s'intéressent à l'Allemagne et souhaitent mieux la connaître.

**Claire Demesmay**

#### **INTERPÉNÉTRATIONS. L'ISLAM ET L'EUROPE**

Nilüfer Göle  
Paris, Galaade éditions, 2005,  
160 pages

Cette réflexion sur l'Islam et l'Europe est une réponse à toutes les thèses, amplifiées par les médias, sur l'antagonisme inexorable entre les civilisations occidentale et musulmane. Nilüfer Göle ne sacrifie pas l'esprit critique à l'effet immédiat ; elle ne cherche pas de refuge complaisant dans des forteresses identitaires, mais nous rappelle que l'islam contemporain, poussé sur le devant de la scène par le 11 septembre, contribue à l'émergence d'un espace public et d'un imaginaire qui dépassent les frontières nationales et interrogent depuis son cœur le projet européen.

En introduisant le nouveau concept d'« interpénétrations », l'auteur décrit finement le caractère à la fois émotif, public et collectif de la rencontre entre l'Islam et l'Europe. Un ensemble de zones de contact entre deux civilisations supposées

séparées cristallise ce processus d'interpénétration, souvent accompagné d'un sentiment de perte. Entraînés dans cette rencontre très fragmentée, les acteurs de l'islam et les Européens expérimentent une proximité parfois dérangement. Alors, l'envie de s'éloigner les uns des autres surgit, et les boucliers identitaires se lèvent.

Tous les acteurs musulmans dont nous parle ce livre ont fait l'expérience de la modernité par la colonisation, l'immigration ou la globalisation. Même les terroristes islamistes, qui manifestent si fort leur rejet de l'Occident, ne font qu'exprimer leur difficulté à accepter leur propre modernité. Ils choisissent le martyr dans l'illusion de respecter une tradition religieuse non contaminée qu'ils n'ont jamais connue, et qui n'a jamais existé.

Aujourd'hui, pour affirmer et afficher leur présence publique, des musulmans inventent des pratiques dont Nilüfer Göle souligne l'aspect « expressif ». De cette manière, l'islam s'extériorise sans prendre les chemins de l'orthodoxie ou de la tradition populaire, et s'inscrit dans les corps et dans l'espace avant même d'apparaître dans les discours. C'est ainsi que le voile a resurgi chez les nouvelles générations. Il s'agit sans doute moins d'une expression de soumission que d'une nouvelle forme de réappropriation du religieux. S'il perturbe autant, c'est qu'il fait irruption dans des espaces par définition modernes : l'école, les médias ou le lieu de travail.

Alors que le phénomène du retour du voile a souvent été traité comme une question secondaire, Nilüfer Göle en fait un angle d'analyse privilégié dans son ouvrage. Le port du voile, plus que d'autres pratiques, a rendu la présence musulmane visible dans l'espace public. Les femmes, qui ont ainsi prêté leur corps à l'islam, ont féminisé la perception de ce dernier : à travers la question du voile, c'est la définition de la figure de la femme qui est placée au centre des valeurs d'une société. De plus, si la question du foulard, tout comme celle de l'adhésion de la Turquie à l'Europe, est aussi centrale, « c'est parce qu'elle touche au pilier de la structure cognitive de l'espace public construit par l'imaginaire moderne. » Le voile islamique – par sa force visuelle –, comparable à celle d'un stigmaté, fait irruption dans l'imaginaire collectif et dresse une critique profonde de l'égalité entre les sexes, de la laïcité, mais aussi d'une logique d'émancipation qui reposerait sur le seul corps de la femme.

L'attention que Nilüfer Göle porte dans son analyse aux enjeux publics de la rencontre entre l'Islam et l'Europe, loin de toute pensée manichéenne, nourrit notre compréhension de l'islam et lance un pari sur l'avenir : pourrions-nous, ensemble, imaginer et édifier l'Europe comme l'espace commun de traditions et de trajectoires différentes ?

**Valentina Frate**

## RUSSIE-NEI

---

### CHALLENGING AMERICA'S GLOBAL PREEMINENCE: RUSSIA'S QUEST FOR MULTIPOLARITY

Thomas Ambrosio  
Hampshire, Ashgate Publishing,  
2005, 196 pages

Thomas Ambrosio, professeur associé de science politique à l'Université du Dakota-Sud, analyse les ambitions de la politique étrangère russe depuis la fin de la guerre froide. Entretien une vision « messianique » de son rôle, la Russie poursuivrait un rêve de grandeur géopolitique auquel, malgré la dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), elle n'aurait pas renoncé. Elle oscillerait ainsi entre une volonté de défier la puissance américaine et une tentation de *bandwagoning*, c'est-à-dire de « prendre le train en marche », en vue d'une intégration normalisée à la communauté internationale. La Russie d'aujourd'hui se heurte, par conséquent, au dilemme suivant : choisir l'opposition à la puissance américaine comme jadis ou, au contraire, s'adapter au modèle que cette dernière propose au monde afin de « moderniser » le pays. Discutable, la thèse d'Ambrosio a le mérite de la clarté : Vladimir Poutine aurait, au début de son second mandat, opté pour la première de ces options.

Sans être au départ un spécialiste de la Russie et de sa politique

étrangère, Th. Ambrosio parvient à prendre en compte les multiples facettes de ce dilemme. Solide et informé, son livre évite le piège de la narration chronologique, ou de la division systématique par zones géographiques.

La lutte pour le pouvoir, par exemple, entre les courants nationaliste, slaviste, néo-impérialiste ou démocrate au cours des années 1990 est décrite avec beaucoup de précision. L'auteur revient, à juste titre, sur l'importance géopolitique accordée par les autorités russes à l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de l'Union européenne (UE), au bombardement des « frères slaves » de Serbie, à l'émergence de la Chine, ou encore à la guerre en Irak et au dossier iranien. Il revient également dans le détail sur les débats conceptuels dans lesquels se sont impliqués, tour à tour, Boris Eltsine, Andreï Kozyrev, Evgueni Primakov, Igor et Sergueï Ivanov et bien sûr Vladimir Poutine. Cette analyse constitue, à n'en pas douter, le point fort du livre.

En revanche, les développements consacrés à la volonté de concurrencer la puissance américaine sont moins convaincants. En effet, en se concentrant sur les aspects géopolitiques et militaires de la relation Russie/États-Unis, Th. Ambrosio omet les autres formes de puissance. La Russie ne peut plus prétendre rivaliser avec les États-Unis et œuvrer à un monde multipolaire par le biais de sa puissance militaire.

Elle doit, par exemple, trouver les moyens de financer les infrastructures nécessaires à l'exploitation de son potentiel énergétique, ce qui lui permettrait de retrouver une dimension globale mais aussi de modifier son rapport aux États-Unis, qui demeureront sans doute le principal consommateur d'énergie dans les années à venir.

Très utile introduction à la politique étrangère russe, *Challenging America* convainc donc moins par sa thèse centrale, dans la mesure où elle limite la définition de la puissance. Or, précisément, la puissance américaine s'exprime dans tous les domaines, ce qui contraint ses concurrents à démultiplier leurs efforts. Avec un *soft power* limité, une économie de troisième rang, des capacités technologiques en baisse et un déclin démographique préoccupant, la Russie a beaucoup à faire encore avant d'être en mesure de rivaliser avec les États-Unis. Il est d'autant plus dommage que ce livre ignore ces déficits alors que la Russie s'apprête à présider son premier Sommet du G8, haut lieu du type de gouvernance multilatérale qu'elle recherche.

**Adrian Dellecker**

**ANATOMIÂ ROSSIJSKOJ ELITY  
(« L'ANATOMIE DE L'ÉLITE RUSSE »)**

Olga Krychtanovskaya  
Moscou, Zakharov, 2005,  
384 pages

Ce livre, très informé, synthétise quinze ans de recherches d'une

sociologue russe, directrice du Centre d'études des élites à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences.

L'originalité de l'ouvrage consiste à proposer une analyse de l'élite soviétique/russe sur la durée, de Léonid Brejnev à Vladimir Poutine. Deux mécanismes sont démontrés : celui de l'incorporation aux élites (chapitre 2) et celui de l'« excorporation » (chapitre 3). Cette dernière est aussi importante car la mauvaise gestion des fins de carrière peut représenter une menace potentielle pour le pouvoir en place. En ce qui concerne ces deux mécanismes, les périodes de Mikhaïl Gorbatchev et de Boris Eltsine représentent une nette rupture par rapport à l'ère Brejnev : le besoin de remplacer rapidement l'ancienne *nomenklatura* a jeté les élites dans une sorte de « hachoir ». Parallèlement, les élections permettant une véritable alternance ont provisoirement favorisé l'arrivée de représentants de la société civile, renouvelant presque de moitié la composition des élites. La faiblesse politique du président Eltsine génère cependant l'apparition de clans multiples, les luttes d'influence débouchant sur la fragmentation du pouvoir et sa délégitimation.

En revanche, la politique des cadres de V. Poutine renoue avec certaines traditions de l'époque soviétique, familières à la plus grande part de l'élite, prête à offrir sa loyauté contre la stabilité et le renforcement de ses prérogatives. Une autre particula-

rité du recrutement des élites sous V. Poutine est l'arrivée massive des militaires et des anciens des services spéciaux à tous les niveaux du pouvoir (entre 10 et 70 %, selon les échelons). Cet aspect est le point fort de la démonstration d'O. Krychtanovskaya, qui souligne l'émergence d'une « militocratie », danger potentiel puisqu'il s'agit d'un milieu habitué à des méthodes de gestion non démocratiques, qu'il peut être tenté de transposer au reste de la société.

Après la période Eltsine de « polyarchie chaotique », le processus de modernisation des hautes sphères de l'État (chapitre 4) vise à neutraliser tous les autres centres du pouvoir, aussi bien dans les régions (nomination de représentants plénipotentiaires à la tête des sept districts fédéraux, des gouverneurs, etc.) qu'au niveau du pouvoir législatif (instrumentalisation stricte des partis au service de résultats électoraux ponctuels, réforme du Conseil de la Fédération).

En ce qui concerne les élites économiques (chapitre 5), elles sont issues dans leur majorité (61 % des entrepreneurs actuels) des milieux de la *nomenklatura* soviétique et des *komsomol* (« jeunesses communistes »). La Russie fait partie des sociétés où l'appartenance au cercle du pouvoir conditionne l'accès à la richesse économique – et non l'inverse ; de fait, le partage des richesses publiques a précédé la « privatisation » officielle. Aujourd'hui, on assiste à une reprise

de la maîtrise des entreprises les plus importantes par l'État, par le biais de conseils d'administration contrôlés par des hauts fonctionnaires. Depuis l'affaire Ioukos, les oligarques ont saisi le changement, et se gardent de s'immiscer directement dans la vie politique.

Au fond, explique l'auteur, il n'y a pas eu de véritable renouvellement des élites politiques. La nouvelle élite russe n'est rien d'autre que l'ancienne élite soviétique, qui cherche à appliquer les méthodes de gestion et de contrôle qu'elle connaît. L'évolution de l'ancienne *nomenklatura* totalitaire ne va donc pas dans le sens d'une libéralisation démocratique. Elle tend plutôt au développement d'une sorte de *nomenklatura* libérale, qui cherche à concilier pouvoir politique autoritaire et économie de marché. En quinze ans, en termes de démocratisation, la Russie aurait ainsi fait deux pas en avant et un pas en arrière.

Ce livre constitue un précieux outil d'explication de l'évolution de la Russie qui, pourtant, ne se résume pas à son élite politique. D'autres acteurs, au sein de la société civile, les associations, les mouvements sociaux – certes, encore faibles en Russie – jouent aussi un rôle, qu'on aurait parfois tendance à oublier en lisant cet ouvrage passionnant.

**Tatiana Kastouéva-Jean**

## PARMI LES LIVRES REÇUS

---

Alesina, A. et E. L. Glaeser, *Combattre les inégalités et la pauvreté : les États-Unis face à l'Europe*, Paris, Flammarion, 2006.

Belissa, M., *Repenser l'ordre européen (1795-1802). De la société des rois aux droits des nations*, Paris, Éditions Kimé, 2006.

Defay, A., *La Géopolitique*, Paris, Presses universitaires de France, « Que sais-je ? », 2005.

*Observatoire de la société britannique*, n° 1, 2006, numéro spécial dirigé par Leydier, G. et Revauger, J. P., *La Grande-Bretagne entre modèle américain et social-libéralisme*.

Rey, V. et Th. Saint-Julien, *Territoires d'Europe, la différence en partage*, Lyon, ENS Éditions, « Sociétés, espaces, temps », 2005.

Rigoulet-Roze, D., *Géopolitique de l'Arabie Saoudite*, Paris, Armand Colin, 2005.

Vaïsse, M. (dir.), *De Gaulle et la Russie*, Paris, CNRS Éditions, 2006.